

2 mars 2008, Québec

Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire

Retour sur le budget fédéral qui a été déposé le 26 février dernier et sur celui du gouvernement du Québec, à venir le 13 mars prochain

Bonjour Mesdames et Messieurs. Bon dimanche ! Cette semaine, bien évidemment, le sujet ne sera pas surprenant. On va parler de budget, à la fois le budget du gouvernement fédéral – celui qui vient d'être livré mardi dernier – et le budget que nous allons livrer à l'Assemblée nationale du Québec, jeudi le 13 mars prochain. Vous voudrez peut-être noter cette date parce que ce moment-là sera un moment très important dans notre vie parlementaire. Et, évidemment, sur le plan économique, c'est un moment toujours très fort dans la vie du Québec.

Le budget fédéral livré le 26 février dernier a été pour nous, globalement, une déception. Une déception parce que le gouvernement du Québec et les Québécois s'attendaient à ce que le gouvernement fédéral pose des gestes plus forts pour venir en aide aux secteurs manufacturier et forestier, entre autres pour les travailleurs du secteur forestier. Vous vous rappellerez que, depuis plusieurs mois maintenant, nous avons fait plusieurs représentations au gouvernement fédéral afin qu'il mette l'épaule à la roue, qu'il puisse travailler en partenariat avec nous surtout. Qu'il puisse venir appuyer en quelque sorte les mesures que le gouvernement du Québec a mis en avant. Du côté du secteur forestier, on a investi 1,4 milliard de dollars pour venir en aide aux travailleurs, aux familles, aux communautés, à l'industrie; pour aider la consolidation. On a fait ça au cours des dernières années.

Plus récemment, au mois de décembre dernier, on a annoncé un plan d'action pour le secteur manufacturier de l'ordre de 600 millions de dollars. C'est donc plus de 2 milliards de dollars d'investissement que nous avons mis en avant pour aider des secteurs qui subissent de très fortes pressions. Des pressions qui, en passant, viennent de l'extérieur. Ce n'est pas comme si on était les seuls. Dans le secteur manufacturier, partout, il y a une pression très forte dans les pays développés, qui arrive des pays émergents. Et en même temps, le dollar canadien est à parité avec le dollar américain. On le sait. C'est arrivé, en plus, très rapidement. Cela a eu un effet très brutal sur le secteur manufacturier. Alors, à bon droit, on a voulu mettre l'épaule à la roue et, en même temps, interpeller nos partenaires, en premier lieu le gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral a répondu, au mois de janvier dernier, avec un plan de un milliard de dollars pour l'ensemble du Canada. Il y a 216 millions de dollars de cet argent-là qui viendra au Québec. C'est apprécié, en passant. Bien sûr,

c'est votre argent à vous. C'est de l'argent des impôts. Mais en même temps, quand on compare ça aux 2 milliards de dollars que nous avons investis, on voit bien que ce n'est pas à la même hauteur. Alors, on aurait voulu que le gouvernement fédéral en fasse davantage. Malheureusement, les efforts du dernier budget du gouvernement fédéral n'ont pas été, à notre avis à nous, à la hauteur de ce que nous attendions.

Il y a, dans ce budget, des mesures qui touchent directement le Québec par contre. Au niveau du transport en commun, il y a des fonds additionnels, ce que nous apprécions. Ça va nous permettre d'accélérer un certain nombre de projets. Au niveau des revenus de la taxe d'assise sur l'essence, c'est un revenu qui va dans un programme d'infrastructures, un programme pour lequel on a une entente avec les municipalités du Québec. D'ailleurs, les municipalités, à la fois québécoises et canadiennes, demandaient que ce revenu soit rendu permanent dans le temps. Pourquoi elles le demandaient ? Parce qu'elles veulent de la prévisibilité. En d'autres mots, les municipalités veulent que ces fonds-là soient disponibles sur une longue période de temps pour pouvoir mieux planifier. Quand on construit des infrastructures, c'est utile de savoir que le fonds va être là dans deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans. Ça relève du gros bon sens. Là-dessus, je dois dire que le gouvernement fédéral a répondu favorablement, et c'est apprécié.

Il y a également des fonds additionnels pour de la recherche et développement, pour d'autres types d'aide. Essentiellement, le gouvernement fédéral, ce qu'il a dit, c'est : « Écoutez, il y a un ralentissement aux États-Unis. On a déjà, au mois d'octobre 2007, annoncé des réductions d'impôts.» Donc, on veut être modeste, on veut être prudent. Oui, on est d'accord avec ça, mais quand on fait le compte de ce que le gouvernement fédéral avait comme marge de manœuvre et des besoins, on se dit : « Dans le fond, il aurait pu en faire davantage. » Cela étant dit, nous allons, du côté maintenant du gouvernement du Québec, prendre nos décisions. Cette année, nous avons préparé soigneusement le budget que nous allons vous livrer le 13 mars prochain. D'abord, la première chose qu'on a fait c'est tenir compte du fait qu'on est un parlement de cohabitation.

Grâce à vous, les auditeurs. Les Québécois qui ont voté le 27 mars 2007 ont décidé, dans leur sagesse, qu'à l'Assemblée nationale du Québec, dorénavant, ça allait être un gouvernement minoritaire, un parlement de cohabitation. C'est un message qu'on a reçu, qu'on a compris clairement. Lorsqu'on a livré notre budget, l'an dernier, on a consulté les partis d'opposition. Mais, de toute évidence, ce n'était pas suffisant. On en a tiré des leçons. Cette année, on a décidé de faire une consultation beaucoup plus détaillée, de s'y prendre à l'avance. La ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, a donc eu l'occasion de rencontrer les représentants de l'ADQ, l'opposition officielle, et du Parti québécois, d'avoir des entretiens, d'ouvrir les livres en quelque sorte du

gouvernement du Québec et de dire clairement que les marges de manœuvre du gouvernement du Québec sont très minces.

On a à peu près 200 millions de dollars d'argent additionnel qu'on peut dépenser, sur un budget de 60 milliards de dollars. On voit bien que ce sont des montants qui, pris dans le contexte, sont modestes. Ne perdons pas de vue, par contre, que c'est toujours votre argent, Mesdames et Messieurs. Ce n'est pas mon argent à moi. C'est votre argent à vous. Et, 200 millions de dollars, c'est quand même beaucoup d'argent.

Alors, on a eu des entretiens très francs. Cela a été très ouvert avec les partis d'opposition. Je ne veux pas négocier sur la place publique, mais en me référant à ce qui a déjà été dit, je veux quand même répéter qu'il y a certaines demandes faites par des partis d'opposition qui sont incompatibles avec nos moyens. Chacun devra mettre de l'eau dans son vin si on veut arriver à un budget qui reflète la capacité de payer des citoyens québécois et qui, en même temps, va tenir compte du contexte dans lequel nous sommes. Il y a un ralentissement économique aux États-Unis. De la croissance économique, il va y en avoir dans la prochaine année au Québec. Ça, c'est une bonne nouvelle. On pense que ça va être autour de 1,5 %, mais ça va être moins fort que ça aurait pu être n'eût été du ralentissement aux États-Unis. Il faut donc être prudent. Il ne faut pas être prudent juste cette année. Il faut être prudent avec des décisions que nous allons prendre cette année et qui auront des répercussions l'an prochain, l'année d'après et l'année d'après. C'est ça être rigoureux.

C'est ce qu'on a voulu faire depuis 2003 et ce qui nous a permis de garder un budget équilibré, de réinvestir en santé et en éducation. Ça nous a permis d'augmenter la cote de crédit du Québec, de diminuer la taille de l'État. Mais il ne faut surtout pas relâcher nos efforts, surtout dans un contexte de ralentissement économique. Il faut que tout le monde mette l'épaule à la roue pour s'assurer qu'on ne retombe pas dans les déficits. Et, là-dessus, je vous garantis qu'il n'est pas question d'avoir des déficits, pas question de prendre des décisions qui vont nous replonger dans des déficits à l'avenir. D'ailleurs, on a prévu ce ralentissement-là. On avait créé une réserve qui va nous être utile cette année, l'année suivante, pour, justement, équilibrer notre budget. On s'est fixé des priorités très claires. On a voulu baisser les impôts cette année, en 2008, parce qu'on a vu venir, justement, la possibilité d'un ralentissement. Ça remet de l'argent dans vos poches, à vous et à vos familles, surtout pour la classe moyenne. Alors, une réduction d'impôts d'un milliard de dollars ça veut dire pour une famille – deux parents, deux enfants – cette année, 2 000 dollars de plus dans vos poches. À mes yeux à moi, c'est exactement le bon endroit où il faut agir.

Et, en plus de ça, avec le programme d'infrastructures, les investissements, cette année, ça va nous permettre d'accélérer, d'avoir de la croissance économique. Notre programme énergétique également. Et puis, les investissements qui vont se faire à ce niveau-là sont encourageants parce que ça nous permet d'avoir de la croissance. C'est tellement vrai, que cette semaine on a eu des bonnes nouvelles. Statistiques Canada rend public à chaque année les prévisions d'investissements. Cette année Statistiques Canada nous annonce que les investissements... – ce qu'on appelle les investissements totaux au Québec, ce qu'on fait dans le privé et le public – ...on est à 7,1 %. Et ça, c'est beaucoup plus haut que la moyenne canadienne, qui est à 5,2 %, ou que celle de l'Ontario, qui va être à 3,1 %. En d'autres mots, notre performance au niveau des investissements, cette année au Québec, va être supérieure à l'Ontario et supérieure à la moyenne canadienne. Ce qui est pour nous une très bonne nouvelle. Sur le plan économique, c'est important de voir tout le portrait.

L'autre bonne nouvelle qu'on a eue cette semaine, c'est une étude de l'institut Fraser – c'est un institut qui étudie les questions économiques – qui annonçait que le Québec est le meilleur endroit au monde pour les investissements dans le secteur minier. C'est important parce qu'il y a là des retombées en terme d'emplois, de jobs : c'est structurant pour l'économie du Québec. C'est bon, justement, pour l'économie du Québec en 2008, alors qu'il y a un ralentissement au sud, aux États-Unis. Ça c'est une très belle et très bonne nouvelle. L'autre nouvelle qu'on a eue cette semaine c'est une étude faite par Statistiques Canada sur ce qu'on appelle les taux effectifs marginaux d'imposition sur l'investissement. Je le sais. Vous êtes en train de vous dire : « De quoi il parle ? » Ce dont je parle, c'est le niveau de taxation pour une entreprise qui investit au Québec. Sur ce plan, on apprend, encore là, que le Québec est le deuxième meilleur endroit au Canada après l'Alberta. C'est-à-dire que si vous investissez ici, on ne va pas vous étouffer avec des impôts et des taxes qui sont trop élevés. Tout ça pour vous dire qu'on a des outils avec lesquels travailler. On a un budget à livrer le 13 mars prochain. Mettons donc tous l'épaule à la roue... les partis d'opposition à l'Assemblée nationale et nous... Travaillons donc dans cet esprit de cohabitation que, vous, les citoyens du Québec, avez commandé le 27 mars dernier, pour livrer un budget qui ne sera pas un budget éclatant – mais à la hauteur de nos moyens – qui va nous permettre de gouverner avec rigueur et discipline.

Merci beaucoup d'avoir pris le temps de m'écouter. À dimanche prochain.